

# TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Laval  
Dossier : 1042000-71-2008  
(CM-2020-4193)  
Dossier accréditation : AM-1002-5231

Montréal, 23 décembre 2020

---

**DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît**

---

**Ville de Laval**  
Employeur

et

**L'Alliance du personnel professionnel et administratif de Ville de Laval**  
Association accréditée

---

## DÉCISION

---

**ATTENDU** qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail<sup>1</sup> (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

**ATTENDU** que l'employeur visé par la présente décision, soit une municipalité, constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code;

---

<sup>1</sup> RLRQ, c. C-27.

**ATTENDU** que l'association accréditée représente :

« Tous les auxiliaires en loisirs à l'emploi de Ville de Laval, salariés au sens du Code du travail. »

De : **Ville de Laval**  
1, place du Souvenir  
Laval (Québec) H7V 3Z4

Établissements visés:

Tous les établissements de la Ville;

**ATTENDU** qu'une grève dans ce service public n'aurait aucun effet sur la santé ou la sécurité du public;

**EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :**

**DÉCLARE** que l'employeur et l'association accréditée visés par la présente décision ne sont pas assujettis à l'obligation de maintenir des services essentiels en cas de grève en vertu de l'article 111.0.17 du Code du travail.

---

Dominique Benoît

M. Benoit Welsh  
Pour l'employeur

M<sup>e</sup> Nathalie Sampaio  
Pour l'association accréditée

/sc